

De projecten die voorkomen op het subsidiëringsprogramma, vermeld in het eerste lid, komen alleen in aanmerking voor subsidiëring binnen de budgettaire perken, conform de voorwaarden die zijn vastgesteld ter uitvoering van artikel 32*duodecies* van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging.

Art. 2. De voorontwerpdossiers van het subsidiëringsprogramma 2018, tweede deel, moeten uiterlijk een jaar na de bekendmaking van het programma worden ingediend bij de Vlaamse Milieumaatschappij.

Art. 3. De Vlaamse Milieumaatschappij brengt de betrokken gemeenten en rioolbeheerders op de hoogte van het subsidiëringsprogramma, vermeld in artikel 1.

Brussel, 28 februari 2018.

De Vlaamse minister van Omgeving, Natuur en Landbouw,
J. SCHAUVLIEGE

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

Economie, Sciences et Innovation

[C – 2018/11600]

28 FEVRIER 2018. — Arrêté ministériel établissant le programme de subventionnement des travaux, visé à l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 mai 2017 relatif au subventionnement des travaux, visé à l'article 32*duodecies* de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution pour le deuxième programme partiel 2018

LA MINISTRE FLAMANDE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE LA NATURE ET DE L'AGRICULTURE,

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, l'article 32*duodecies*, inséré par le décret du 22 décembre 1995 et modifié en dernier lieu par le décret du 30 juin 2017, et l'article 32*terdecies*, inséré par le décret du 22 décembre 1995 et modifié par les décrets des 21 décembre 2001 et 20 avril 2012;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 25 juillet 2014 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand, l'article 2, § 9 et l'article 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 mai 2017 relatif au subventionnement des travaux, visé à l'article 32*duodecies* de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

Vu la concertation entre la Société flamande de l'Environnement, la commission officielle et les administrations de bassin sur les critères pour l'établissement du programme de subventionnement,

Arrête :

Article 1^{er}. En exécution de l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 mai 2017 relatif au subventionnement des travaux, visé à l'article 32*duodecies* de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, le programme de subventionnement des travaux pour le deuxième programme partiel est établi en annexes 1 et 2, jointes au présent arrêté.

Les projets repris au programme de subventionnement, visé à l'alinéa 1^{er}, ne sont éligibles au subventionnement que dans les limites budgétaires, conformément aux conditions fixées en exécution de l'article 32*duodecies* de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution.

Art. 2. Les avant-projets des dossiers du programme de subvention 2018, deuxième partie, doivent être introduits auprès de la Société flamande de l'Environnement au plus tard 1 an après la publication du programme.

Art. 3. La Société flamande de l'Environnement informe les communes et gestionnaires des égouts concernés du programme de subventionnement, visé à l'article 1^{er}.

Bruxelles, le 28 février 2018.

La ministre flamande de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Nature et de l'Agriculture,
J. SCHAUVLIEGE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/11644]

21 MARS 2018. — Arrêté 2017/1120 du Collège de la Commission communautaire française fixant la structure des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelle, l'article 87 § 3, modifié par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 6 janvier 2014;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 6 juin 2013 fixant la structure des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'avis du Comité supérieur de concertation du 24 janvier 2018;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution.

Art. 2. Tous les titres et fonctions mentionnés dans le texte du présent arrêté sont à lire tant au masculin qu'au féminin.

Art. 3. § 1^{er}. Les services du Collège de la Commission communautaire française sont organisés en directions d'administration, services et cellules.

Après concertation, les cellules sont créées et supprimées par le Conseil de direction. Elles peuvent être rattachées à un service ou placées sous l'autorité directe de l'Administrateur général ou d'un Directeur d'administration.

§ 2. Tout service est dirigé par un fonctionnaire de rang 13, sauf les exceptions prévues par le statut.

Art. 4. § 1^{er}. Les services suivants sont placés sous l'autorité directe de l'Administrateur général :

- Service du Secrétariat général
- Service de l'inspection
- Service interne de prévention et de protection au travail
- Service juridique
- Service du contrôle interne

§ 2. Sont également placés sous l'autorité directe de l'Administrateur général :

- Le personnel affecté au secrétariat de l'Inspection des Finances;
- Le personnel affecté au service social;
- Les permanents syndicaux.

Art. 5. Les 6 directions d'administration sont placées sous le lien hiérarchique de l'Administrateur général.

Les directions d'administration sont organisées en services et, le cas échéant, en cellules répartis comme suit :

1. Direction d'administration des ressources humaines :

- Service de l'administration du personnel et des carrières
- Service des ressources humaines

2. Direction d'administration des affaires budgétaires et patrimoniales :

- Service du budget, de la comptabilité et de la trésorerie
- Service du patrimoine, de l'infrastructure et de la gestion des bâtiments (hors les bâtiments scolaires)
- Service des achats

3. Direction d'administration des affaires culturelles et socioculturelles, du sport et du tourisme social :

- Service des affaires culturelles générales
- Service des politiques socioculturelles, de la jeunesse et du sport

4. Direction d'administration de l'aide aux personnes handicapées :

- Service des prestations individuelles
- Service de l'emploi et de l'aide à l'intégration
- Service de l'accueil et de l'hébergement
- Service initiatives, information et documentation

5. Direction d'administration de l'enseignement et de la formation professionnelle :

- Service de l'enseignement
- Service d'appui aux établissements scolaires dont la Commission communautaire française est pouvoir organisateur

- Service de la recherche

- Service de la formation professionnelle

- Service du transport scolaire

- Service de gestion et d'entretien des différents sites

6. Direction d'administration des affaires sociales et de la santé :

- Service de la santé
- Service des affaires sociales
- Service de la cohésion sociale

Art. 6. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 6 juin 2013 fixant la structure des services du Collège de la Commission communautaire française est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Membre du collège ayant la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 21 mars 2018.

Par le Collège :

F. LAANAN,

Présidente du Collège chargée du budget, de l'enseignement, du transport scolaire,
de l'accueil de l'enfance, du sport et de la culture

R. VERVOORT,

Membre du Collège chargé de la cohésion sociale et du tourisme

C. JODOGNE,

Membre du Collège chargée de la fonction publique et de la politique de la santé

D. GOSUIN,

Membre du Collège chargé de la formation professionnelle

C. FREMAULT,

Membre du Collège chargée de la politique d'aide aux personnes handicapées, de l'action sociale,
de la famille et des relations internationales

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2018/11644]

21 MAART 2018. — Besluit 2017/1120 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de structuur van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87 § 3, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 6 januari 2014;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 79, § 1;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 juni 2013 tot vaststelling van de structuur van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van het hoog overlegcomité van 24 januari 2018;

Op voorstel van het Lid van het College belast met het Openbaar Ambt;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in de artikelen 127 en 128 ervan.

Art. 2. Alle, in de tekst van onderhavig besluit vermelde titels en functies moeten zowel in het mannelijk als in het vrouwelijk gelezen worden.

Art. 3. § 1. De diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie zijn samengesteld uit directiebesturen, diensten en cellen.

Na overleg worden de cellen opgericht en geschrapt door de Directieraad. Ze kunnen worden verbonden aan een dienst of onder de rechtstreekse bevoegdheid geplaatst worden van de Administrateur-generaal of een Bestuursdirecteur.

§ 2. Elke dienst wordt geleid door een ambtenaar van rang 13, behalve de uitzonderingen voorzien in het statuut.

Art. 4. § 1. Onderstaande diensten staan onder de rechtstreekse bevoegdheid van de Administrateur-generaal :

— Dienst van het Secretariaat generaal

— Inspectiedienst

— Interne Dienst voor Preventie en Bescherming op het werk

— Juridische dienst

— Dienst van interne controle

§ 2. Worden eveneens onder de rechtstreekse bevoegdheid van de Administrateur-generaal geplaatst :

— Het personeel toegewezen aan het secretariaat van de Inspectie van Financiën;

— Het personeel toegewezen aan de sociale dienst;

— De syndicale medewerkers.

Art. 5. De 6 directiebesturen worden onder het gezag van de Administrateur-generaal geplaatst.

De directiebesturen worden georganiseerd in diensten, en in voorkomend geval, in cellen, als volgt opgesplitst :

2. Directiebestuur van human resources management :

— Dienst personeelsadministratie en loopbanen

— Dienst Human resources

3. Directiebestuur van budgettaire en vermogensrechtelijke zaken :
 - Dienst begroting, boekhouding en schatkist
 - Dienst erfgoed, infrastructuur, beheer gebouwen (behalve schoolgebouwen)
 - Dienst aankopen
4. Directiebestuur van culturele en socioculturele zaken, sport en sociaal toerisme :
 - Dienst van algemene culturele zaken
 - Dienst van sociocultureel zaken, jeugd en sport
5. Directiebestuur van bijstand aan gehandicapten :
 - Dienst individuele prestaties
 - Dienst tewerkstelling en hulp bij integratie
 - Dienst opvang en huisvesting
 - Dienst initiatieven, technische bijstand en documentatie
6. Directiebestuur van onderwijs en beroepsopleiding :
 - Dienst onderwijs
 - Dienst voor ondersteuning voor onderwijsinstellingen waarvan de Franse Gemeenschapscommissie het regelende gezag is
 - Dienst onderzoek
 - Dienst beroepsopleiding
 - Dienst schoolvervoer
 - Dienst beheer en onderhoud van verschillende sites
7. Directiebestuur sociale zaken en gezondheid :
 - Dienst gezondheid
 - Dienst sociale zaken
 - Dienst sociale samenhang

Art. 6. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 juni 2013 tot vaststelling van de structuur van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. Het Collegelid bevoegd voor Openbaar Ambt wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit. Gedaan te Brussel, 21 maart 2018.

Namens het College :

F. LAANAN,

Voorzitter van het College belast met Begroting, Onderwijs, Schoolvervoer, Kinderopvang, Sport en Cultuur

R. VERVOORT,

Lid van het College belast met Sociale Samenhang en Toerisme

C. JODOGNE,

Lid van het College belast met Openbaar Ambt en Gezondheidsbeleid

D. GOSUIN,

Lid van het College belast met Beroepsopleiding

C. FREMAULT,

Lid van het College belast met Gezin, Personen met een Handicap, Sociale Actie en Internationale Betrekkingen

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/11645]

21 MARS 2018. — Arrêté 2017/1121 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juin 2009 fixant le cadre organique des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelle, l'article 87 § 3, modifié par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 6 janvier 2014;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79, § 1^{er};

Vu le règlement du 27 novembre 1998 habilitant le Collège de la Commission communautaire française à fixer le cadre organique du personnel de ses services;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juin 2009 fixant le cadre organique des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 4 juillet 2017;